

Hold-up Macron-Barnier : Après les élections, les pensions & rémunérations !



La méthode ?

La peur puis la « potion »...

En ce mois d'octobre maussade, le Gouvernement de Michel Barnier fait peur pour s'attaquer au monde du travail dans toutes ses composantes.

La philosophie est celle-ci : les responsables de la dette publique ne doivent aucunement être inquiétés.

Ni politiquement, ni judiciairement, ni médiatiquement, ni pécuniairement !

Héhé, on ne s'attaque pas aux copains-coquins !?!



... Démonstration en 3 coups !

- Attaque d'abord des **retraités** :
via le gel des pensions pendant 6 mois !
Pour le Gouvernement, c'est pratique, ils ont voté et ne peuvent se mobiliser sur les moyens de production !
- Attaque dans la foulée des salariés au **SMIC** (salaire minimum interprofessionnel de croissance) :
via un ridicule 2% d'augmentation !
Pour le Gouvernement, c'est commode, leur statut précaire peut les empêcher de revendiquer davantage !
- Attaque ensuite des **fonctionnaires** :
via le gel du point d'indice et ...
... la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) !
Pour le Gouvernement, c'est aisé, une fois que la population est divisée, on peut leur taper dessus volontiers !
- ET, « EN MÊME TEMPS », PRÉSERVATION DE LA FISCALITÉ DU CAPITAL !

Rémunération

Projet de Loi de Finances 2025

Point d'indice gelé, fin GIPA

Paris, le 18 octobre 2024



Carrière

Communiqué



Face à l'incurie des décideurs politiques des dernières décennies, les mêmes doivent trouver des victimes expiatoires : ce seront les personnes travailleuses, qu'elles soient actives ou retraitées !

Et les 500 français les plus riches ?			
En 1996	En 2004	En 2017	En 2024
80 M ^{ds} €	153 M ^{ds} €	571 M ^{ds} €	1228 M ^{ds} €
soit	soit	soit	soit
5%	7%	24%	48%
du PIB (1703 M ^{ds} €)	du PIB (2081 M ^{ds} €)	du PIB (2415 M ^{ds} €)	du PIB (≈2585 M ^{ds} €)



SOLIDAIRES Douanes interpelle la population sur cet énième rapt dont elle est victime depuis 30 ans :

- la fortune des **500 français les plus riches a été multipliée par 9** !¹
 - la **valeur du point d'indice des fonctionnaires (et du SMIC) a décroché** !
- Il faut +32% pour compenser la perte de niveau de vie**² !

Vite, de la justice fiscale et de la justice sociale !

1 En brut, elle a été multipliée par 15,35. En tenant compte de l'inflation (71% en 30 ans), le niveau de vie à parité de pouvoir d'achat a été multiplié par 8,98 (15,35/1,71).

2 Source : <https://solidaires-douanes.org/guide-remuneration>



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

<http://solidaires-douanes.org/>

SolidairesDouanes

SolidR_DOUANES

solidaires_douanes



Solidaires

Fonction Publique

Paris, le 18 octobre 2024

GIPA supprimée, point d'indice gelé, le gouvernement appauvrit les fonctionnaires.

Le ministre de la fonction publique s'apprêterait à supprimer la GIPA, en l'annonçant dans son agenda social et à travers le projet de loi de finances.

Cette garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) avait depuis 2008 l'objectif de compenser le gel du point d'indice des fonctionnaires.

Elle était réservée aux personnels dont l'évolution du traitement indiciaire brut sur les 4 dernières années était inférieure à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Cette suppression de la GIPA est annoncée alors même qu'aucune nouvelle évolution des carrières ou qu'aucune augmentation du point d'indice ne soit prévue.

L'année 2024 a été une année blanche pour l'évolution salariale des personnels publics sans même un rattrapage de l'inflation.

Ainsi les personnels en fin de grille, sans perspective de montée d'échelon, n'ont plus aucune possibilité ne serait-ce que de maintenir l'incidence de leur salaire.

Une fois de plus, aucune réponse n'est apportée à la problématique salariale des personnels publics. Au contraire, le gouvernement décide de les appauvrir.

Les personnels publics sont une fois de plus présentés à l'opinion publique comme un coût qu'il faudrait réduire.

Ils et elles sont au contraire une richesse, tout comme les services publics qu'ils et elles font vivre au quotidien, et qui sont des facteurs de solidarité, de justice et de cohésion sociale.

Face à l'urgence salariale dans la fonction publique, imposons nos revendications !

- Attribution d'un nombre supplémentaire de points d'indice identique pour toutes et tous, a minima 85 points supplémentaires.
- Revalorisation significative du point d'indice.
- Indexation de la valeur du point sur l'inflation

